

LE MAGAZINE DE TOULOUSE SCHOOL OF ECONOMICS

TSE MAG

Vivre l'économie

IDÉES EN ACTION

Dossier sur les politiques publiques

#18
HIVER
2018



Victor Gay sur
la Guerre et le
Genre

⋮
Olivier De Groot
sur l'Adoption des
Panneaux Solaires

⋮
Nick Rawlins et Michel
Pébereau à propos de
la campagne TSE

⋮
Thomas Coutts et
Milena Mileva de Baillie
Gifford sur l'évolution
de l'investissement

Chers amis,

Les lauréats du Prix Nobel d'économie cette année, William Nordhaus et Paul Romer, méritent clairement leur récompense. En tant que pionniers des outils permettant d'aider les décideurs publics à lutter contre le dérèglement climatique et à générer de la croissance durable, leurs travaux sont essentiels afin d'assurer une prise de décision et des investissements publics en adéquation avec le bien commun.

Dans cette édition, nous avons choisi de mettre en avant le rôle des chercheurs vis-à-vis des politiques publiques. Selon nous, les économistes ont une responsabilité collective d'aider la société à prendre de meilleures décisions et ne doivent pas renoncer à proposer des solutions aux défis du 21^e siècle, et notamment au dérèglement climatique. Pour citer Paul Romer, en réponse à l'attribution du prix: "Les gens pensent que protéger l'environnement sera tellement cher et difficile qu'il vaut mieux prétendre que le problème n'existe pas. Les humains sont capables d'accomplir d'incroyables choses quand nous le voulons vraiment."

Les décisions collectives qui concernent notre avenir devraient être prises en comparant coûts et bénéfices à l'aide d'un système cohérent de valeurs. Le manque d'évaluation renforce l'impression que les politiques sont menées pour des raisons idéologiques plutôt que pour le bien commun, ce qui renforce les mouvements populistes. Au contraire, si les procédures d'évaluation sont définies de manière transparente et contrôlées par les instances adéquates, elles peuvent renforcer la démocratie.

Les opportunités d'améliorer la transparence et l'évaluation des politiques publiques n'ont jamais été si nombreuses. C'est ce que Sylvain Chabé-Ferret et Nicolas Treich expliquent dans ce magazine, notamment grâce aux avancées des méthodes expérimentales. Nina Hestermann et Nicolas Pistoletti ont par exemple mené une étude sur l'orientation scolaire en France.

En plus de ce dossier spécial dédié aux politiques publiques, nous proposons également dans cette édition les derniers travaux de recherche de Victor Gay et Olivier De Groot sur la culture, les panneaux solaires et l'éducation et des interviews avec les personnes clés de notre campagne de levée de fonds, le psychologue Nick Rawlins et l'ancien président de BNP Paribas, Michel Pébereau. Un peu plus loin, Thomas Coutts et Milena Mileva, de Baillie Gifford, nous donnent leur point de vue sur les évolutions de l'investissement. Enfin, vous trouverez à la fin de ce numéro les derniers résultats de carrière de nos diplômés qui témoignent de la qualité de l'enseignement à TSE.

En vous souhaitant une agréable lecture,

Christian Gollier, Directeur de TSE

Jean Tirole, Président d'honneur de TSE



Christian Gollier



Jean Tirole

Les économistes ont une responsabilité collective d'aider la société à prendre de meilleures décisions

Actualités

- 4 Prix et nominations
- 5 Save the date
- 6 Nouveaux venus

IDÉES EN ACTION

Dossier sur les politiques publiques

- 12 Le pouvoir des idées
Jean Tirole
- 14 La révolution de la crédibilité
Sylvain Chabé-Ferret et Nicolas Treich
- 16 Quelle est la meilleure solution ?
La communauté TSE
- 18 Les étudiants sont-ils sur la bonne voie ?
Nina Hestermann et Nicolas Pistoletti



Olivier De Groot



Victor Gay

Chercheurs

- 7 La guerre et les rôles liés aux genres
Victor Gay
- 8 Être à la hauteur
Olivier De Groot

Décideurs

- 20 Campagne TSE: 'Toulouse Talent - Global Impact'
Michel Pébereau and Nick Rawlins
- 24 Un intérêt commun
Thomas Coutts and Milena Mileva

Campus

- 28 Les recruteurs font confiance aux diplômés TSE
- 30 Les diplômés de TSE nous livrent leur vision

Magazine trimestriel de Toulouse School of Economics
21, allée de Brienne - 31015 Toulouse Cedex 6 - FRANCE - Tél. : +33 (0) 5 6773 27 68

Directeur de la publication: Christian Gollier - Directeur de la rédaction: Joël Echevarria
Rédactrice en Chef: Jennifer Stephenson - Responsable de Production: Jean-Baptiste Grossetti
Avec l'aide de: Claire Navarro - James Nash
Conception graphique et rédaction: Yapak
Crédits photos: @Studio Tchiz, @Fotolia, @Istock, @Wikimedia, @Unsplash Katie Moum.
Tirage: 1000 exemplaires.

Imprimé sur papier offset issu de forêts gérées durablement. n° ISSN 2554-3253.

Actualités & événements



TSE dans le Top 20 mondial

L'Academic Ranking of World Universities, communément appelé "Classement de Shanghai", a placé TSE en tête du classement des universités spécialisées en économie en Europe continentale et à la 17e place dans le monde.



Stefan Ambec remporte le prix AMP

Paul Lanoie (HEC Montréal) et Stefan Ambec (TSE-INRA) ont reçu le Decade Award décerné par la revue Academy of Management Perspectives (AMP) pour leur article "Does It Pay to Be Green?" publié en 2008 et cité plus de 1 220 fois dans des revues scientifiques.



Michel Pébereau nommé Président de la Fondation Jean-Jacques Laffont - TSE

L'ancien Président de BNP Paribas, soutien de longue date, prend ce mandat avec l'objectif de superviser l'organisation future de la Fondation.

Jean Tirole rejoint le Groupe sur la coopération numérique de l'ONU

Melinda Gates et Jack Ma débattent de la coopération numérique avec le président de TSE et un groupe d'experts internationaux de gouvernements, du secteur privé, de la société civile, du monde universitaire et de la communauté technologique.



Un prix vietnamien pour Trinh Thi Huong

L'étudiante en doctorat à TSE a reçu le prix du meilleur article pour "Macronutrient balances and body mass index" au Vietnam Economist Annual Meeting de 2018 à Hanoi.

Nour Meddahi rejoint L'Econometric Society

Nour Meddahi (TSE - UTC) a été élu membre de l'Econometric Society, l'une des plus prestigieuses sociétés savantes en économie.

Marianne Andries remporte la coupe des 4 nations

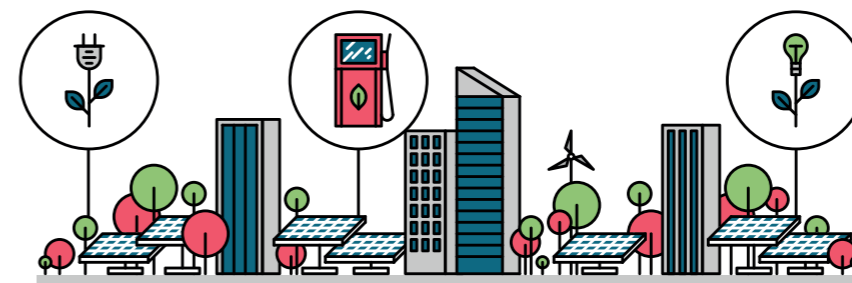
La coupe des 4 nations voit s'affronter les jeunes étudiants en économie financière les plus prometteurs lors de séminaires de 40 minutes. Après une journée de combats acharnés à Berlin, Marianne Andries (TSE-UTC) et Guillaume Vuillemy (HEC) ont remporté le trophée 2018 pour la France. Les perdants étaient l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni.

Marc Ivaldi nouveau président de l'ITEA

Le professeur de TSE et de l'EHESS est le quatrième président de l'International Transportation Economics Association.

Christian Gollier reçoit le Prix AERE

Le co-fondateur de TSE s'est vu décerner le prix "Publication of Enduring Quality" de l'Association of Environmental and Resource Economists. Le prix est remis chaque année à des personnes dont les travaux sont précurseurs et présentent un intérêt durable pour l'économie de l'environnement et des ressources.



Emmanuelle Auriol (TSE - UTC) nommée au CAE

Le Conseil d'Analyse Économique informe le premier ministre au travers de rapports publics d'analyse économique.

Save the date



The 12th Digital Economics Conference



14th Conference of the European Human Behaviour and Evolution Association



TSE Digital Forum Paris

Nouveaux venus



Fabrice Collard
UNIVERSITÉ DE BERN

Fabrice travaille sur la macroéconomie, les cycles des affaires, la croissance économique, les séries temporelles et sur les méthodes numériques appliquées à l'économie. Il rejoint le groupe de recherche en Macroéconomie avec lequel il a déjà travaillé par le passé en tant que chercheur CNRS de 2000 à 2006.



Olivier De Groot
KU LEUVEN

Olivier travaille en microéconomie appliquée, dans les domaines de l'économie du travail et de l'économie industrielle. Il rejoint le groupe de recherche Économétrie et Économie Empirique où il va poursuivre ses travaux sur l'adoption de panneaux solaires et les choix d'orientation.



Victor Gay
UNIVERSITÉ DE CHICAGO

Victor est spécialisé en économie historique, économie de la culture et économie politique. Il rejoint le groupe de recherche Économie du Développement où il va continuer à travailler sur l'impact économique de la culture.



Niccolò Lomys
UNIVERSITÉ DE MANNHEIM

Niccolò a obtenu son doctorat à l'Université de Mannheim et rejoint TSE en tant que Post-doctorant. Il est spécialisé en microéconomie et travaille sur les jeux dynamiques avec un focus sur l'apprentissage dans des environnements stratégiques.



Laurent Miclo
UNIVERSITÉ TOULOUSE PAUL SABATIER

Laurent travaille sur la théorie et l'application des processus de Markov. Il rejoint le groupe Mathématiques de la Décision et Statistiques à TSE.



Benjamin Ouvrard
INRA, NANCY

Suite à son doctorat à l'INRA, à Nancy, Benjamin rejoint TSE en tant que post-doctorant. Il travaille surtout sur les nudges, l'économie politique et l'économie de l'environnement.



Blake Shaffer
UNIVERSITÉ DE CALGARY

Blake est un économiste de l'énergie et de l'environnement intéressé par la façon dont les consommateurs et les entreprises réagissent aux prix, politiques et phénomènes naturels. Suite à son expérience de trader à Vancouver, il a obtenu son doctorat à l'Université de Calgary et rejoint TSE en tant que post-doctorant.

En visite à TSE cette année

Tiziana Assenza
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE MILAN
MACROÉCONOMIE

Matthew Gentry
LONDON SCHOOL OF ECONOMICS
ÉCONOMIE INDUSTRIELLE
ET ÉCONOMÉTRIE

Ian Jewitt
UNIVERSITÉ D'OXFORD
MICROÉCONOMIQUE

Clare Leaver
UNIVERSITÉ D'OXFORD
ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

VICTOR GAY À PROPOS DE LA PERSISTANCE CULTURELLE

Guerre et genre

Qu'est-ce que la culture? Comment émerge-t-elle et évolue-t-elle au fil du temps? Ces questions complexes sont l'essence même des travaux dirigés par Victor Gay, qui a récemment rejoint TSE et l'IAST depuis l'Université de Chicago.

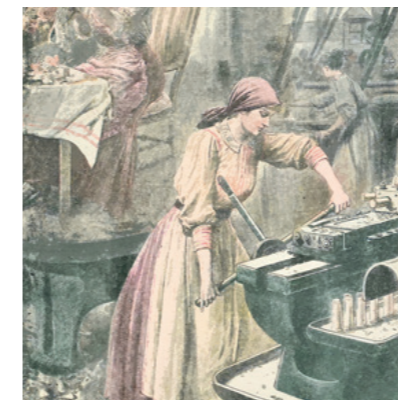
Comment êtes-vous arrivé à TSE?

J'ai terminé mon Doctorat à l'Université de Chicago après avoir obtenu un Master à l'ESSEC et à l'Université de Cergy. Je suis ravi de rejoindre TSE et son excellent corps professoral. Je suis en particulier impatient de collaborer avec Mohamed Saleh, un collègue historien économique.

Une femme dont la grand-mère ou l'arrière-grand-mère a travaillé en raison de la guerre a plus de chances de travailler aujourd'hui

Que pouvez-vous nous dire sur la culture?

Mesurer la culture est un processus extrêmement complexe, en particulier lorsque l'on pense à la façon dont elle émerge et évolue au fil du temps. Un de mes projets de recherche, en collaboration avec Estefania Santacreu-Vasut (ESSEC) et Daniel Hicks (Oklahoma), étudie si le langage, et en particulier l'omniprésence des distinctions de genre dans la grammaire, peut aider à expliquer les différences de



comportement économique des femmes dans différentes cultures. Nous pensons que les structures de langage reflètent des différences culturelles profondes. Nos résultats soulignent que les femmes qui parlent des langues avec une forte distinction des genres ont plus de chances de ne pas travailler. En d'autres termes, le langage peut être un marqueur culturel. Nos recherches actuelles visent à déterminer comment et pourquoi ces structures ont émergé, et comment elles peuvent refléter les structures sociales des sociétés prémodernes.

Vous avez également travaillé sur les effets de la Première Guerre mondiale?

La Grande Guerre a été une période très dure pour l'Europe, et en particulier pour la France, avec la perte de plus d'1,3 million de soldats français. Pour capturer l'intensité de la guerre au niveau local, j'ai réuni les dossiers militaires individuels de tous les soldats français décédés. Je montre que les régions ayant subi le plus de pertes pendant la guerre ont connu une augmentation de leur main-d'œuvre féminine. La plupart de ces femmes n'arrivaient pas à trouver un mari convenable et ont commencé à travailler pour subvenir aux besoins de leurs familles. De façon similaire, les veuves de guerre ont dû se mettre à travailler car les aides étaient trop faibles.

Quel est le lien avec la culture?

Cet épisode historique nous permet de mieux comprendre le processus de changement culturel. Les femmes poussées à rentrer sur le marché du travail après la guerre ont entraîné une modification des préférences et croyances liées au travail des



femmes chez leurs enfants et leur famille, et ces changements se sont retrouvés dans le comportement professionnel des femmes des générations suivantes. Dans le prolongement de cette idée, je trouve que l'impact de la Première Guerre mondiale est toujours présent aujourd'hui. Par exemple, une femme dont la grand-mère ou l'arrière-grand-mère a travaillé en raison de la guerre a plus de chances de travailler aujourd'hui et d'avoir une vision plus progressiste des rôles liés aux genres. Nous observons également un impact similaire, bien que plus faible, sur les attitudes des hommes dont la grand-mère ou l'arrière-grand-mère a travaillé après la guerre.

Quels sont vos projets futurs?

En ce moment, j'essaie de trouver des façons innovantes de mesurer les croyances des individus au cours de l'histoire. Par exemple, je recueille des informations sur le comportement législatif des députés de l'Assemblée Nationale au 20^e siècle, dans le but de cerner leurs croyances sur les rôles liés aux genres. Je débute également un projet de recherche qui vise à explorer le rôle des premiers états-nations et institutions dans la croissance économique à long terme.

OLIVIER DE GROOTE À PROPOS DES CHOIX PÉDAGOGIQUES

Être à la hauteur

Olivier De Groot rejoint le groupe Économétrie et Économie empirique de TSE après ses études à la KU Leuven en Belgique pour poursuivre ses travaux sur la réglementation relative aux panneaux solaires, les choix scolaires et l'organisation de la garde d'enfants. Il nous parle de son travail et de ses premières impressions sur TSE.

Olivier est ravi de son arrivée à TSE en septembre. "Pendant la période des entretiens, lorsque mes amis me demandaient quel était le poste de mes rêves, je répondais TSE: c'est un endroit où il fait bon travailler avec un excellent département d'économie. Rester en Europe était également un avantage appréciable." Son domaine d'expertise inclut la microéconomie appliquée et l'organisation industrielle empirique, et il a dirigé des recherches sur l'adoption des panneaux solaires et les choix pédagogiques.

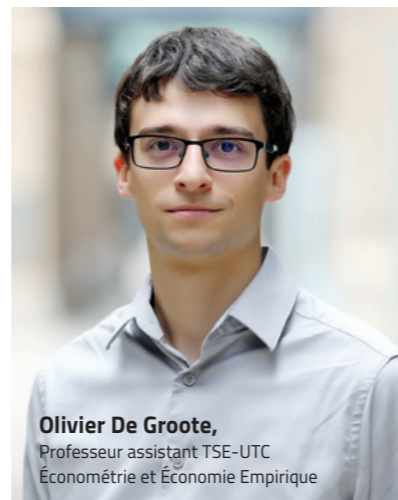
Panneaux solaires

En se basant sur un ensemble de données allant de 2006 à 2012, Olivier a pu étudier la façon dont les ménages évaluent les bénéfices liés à l'adoption des panneaux solaires. "En collaboration avec Franck Verboven, j'analyse si la politique de subventions en Flandre (Belgique) a porté ses fruits et s'il existait une façon plus économique d'atteindre les mêmes résultats. Nous montrons

que subventionner les résultats de l'investissement, plutôt que le coût de l'investissement initial, est assez onéreux, principalement parce que les consommateurs semblent sous-évaluer les bénéfices liés à l'installation d'un panneau solaire."

Malgré le succès de la politique (en 2012, 8,5 % des ménages de Flandre avaient installé un panneau solaire), les auteurs ont conclu que la réduction du coût de l'installation aurait de bien meilleurs résultats, car c'est ce coût qui est principalement surévalué par les consommateurs.

"Les consommateurs sous-évaluent les bénéfices par rapport au coût de l'adoption. Cela peut venir du fait qu'ils pensent déménager dans un futur proche, ce qui entraînerait une réduction potentielle de leur retour sur investissement, ou bien qu'ils ne soient pas certains que le gouvernement poursuivra les programmes de subventions dans le futur. Nous ne sommes pas sûrs d'avoir trouvé la raison



Olivier De Groot,
Professeur assistant TSE-UTC
Économétrie et Économie Empirique

Diminuer le coût d'adoption de panneaux solaires serait plus efficace que d'attribuer des subventions sur le long terme

principale, mais nous pensons que diminuer le coût de l'adoption serait plus efficace que d'attribuer des subventions sur le long terme."

Choix pédagogiques

Olivier a également étudié les préférences en matière d'éducation des étudiants en Flandre. En s'appuyant sur les données obtenues avec le suivi prolongé d'étudiants flamands, il a pu déterminer si leurs choix avaient un impact positif ou négatif sur leurs carrières. "Dans le système pédagogique belge, les étudiants doivent choisir leur parcours pédagogique à partir de 12 ans. Ils peuvent changer chaque année, mais presque uniquement pour passer d'un cursus plus académique à un cursus moins académique. À la fin de chaque année, les enseignants délivrent un certificat avec une note allant de A à C qui indique si l'étudiant doit poursuivre son cursus ou s'orienter vers



un cursus moins académique. Les étudiants qui obtiennent un C, la plus mauvaise note, doivent redoubler. Les étudiants obtenant un A poursuivent généralement leur cursus, mais les étudiants obtenant un B doivent choisir entre une réorientation et un redoublement." Suite à son analyse de l'impact de ces notes, Olivier suggère que les étudiants obtenant un C ne devraient pas redoubler. "Il est préférable que les étudiants se réorientent lorsqu'ils obtiennent un B plutôt qu'ils redoublent car nos données indiquent que le fait de les forcer à changer de voie n'a pas d'impact sur l'obtention d'un diplôme dans le supérieur, contrairement au redoublement, qui

implique en outre que les étudiants mettent une année de plus à obtenir leur diplôme."

Une nouvelle politique, actuellement débattue par le gouvernement, envisage d'interdire le redoublement aux étudiants obtenant un B, appliquant ainsi directement les résultats des recherches d'Olivier. "Ils vont supprimer la possibilité du redoublement. C'est une réponse adaptée aux problèmes rencontrés au cours de mes recherches."

Travaux futurs

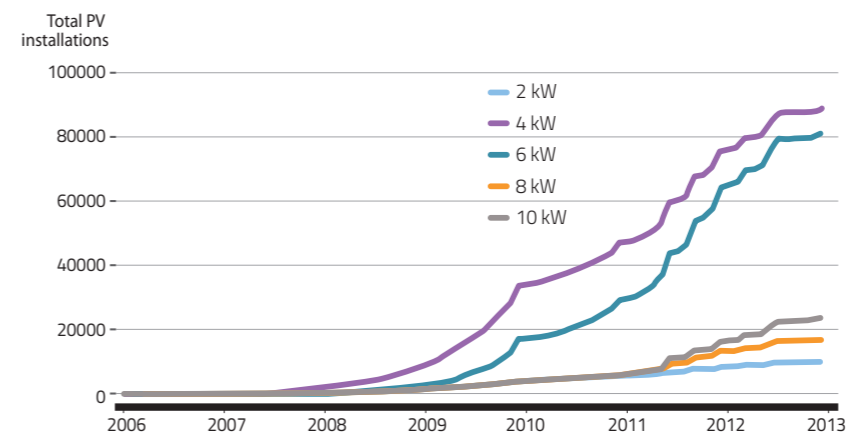
Olivier a également commencé à travailler sur d'autres projets de recherche. "En

collaboration avec Koen Declercq, je travaille actuellement sur un ensemble de données recueillies auprès de 100 000 étudiants de diverses écoles. J'essaie de savoir si les étudiants inscrits dans des écoles plus 'élitistes', ont plus de chances d'obtenir un diplôme d'études secondaires."

Les résultats se sont avérés surprenants. "Les premiers résultats montrent que les étudiants de ces écoles ont plus de chances d'en sortir diplômés, sauf si l'on prend en compte la sélection. À ce moment-là, nous remarquons l'effet inverse. Cela peut venir du fait que les étudiants de ces écoles qui ne sont pas excellents dans les cursus plus académiques doivent complètement changer d'établissement pour trouver une voie plus adaptée, et ont moins de chances d'y arriver par rapport aux étudiants scolarisés dans des établissements plus généralistes."

Olivier aimerait également étudier les choix en matière de garde d'enfants et les systèmes de répartition pour améliorer l'adéquation entre les enfants et les options de garde proposées. "À l'heure actuelle en Belgique, comme dans beaucoup de pays, les parents s'inscrivent dans des structures de garde d'enfants dès le moment où ils savent qu'ils vont être parents."

2006-2012 : Installation de panneaux solaires en Flandres, selon la capacité



IDÉES EN ACTION

Dossier sur les politiques publiques

Tandis que la confiance dans nos politiciens, institutions et experts décline, le besoin d'engagement des chercheurs est plus grand que jamais. Dans cette section, Jean Tirole et ses collègues de TSE en appellent aux économistes pour éclairer le débat public, armés des derniers outils d'analyse de l'action publique. Nous présentons également certaines des dernières solutions du corps professoral de TSE, défendant l'intérêt général dans de nombreux domaines tels que la vie privée numérique, la publicité, les taxes nutritionnelles, les récessions ou l'éducation.

- 12 Le pouvoir des idées
- 14 La révolution de la crédibilité
- 16 Quelle est la meilleure solution ?
- 18 Les étudiants sont-ils sur la bonne voie ?



JEAN TIROLE À PROPOS DES CHERCHEURS ET DE LA SOCIÉTÉ

Le pouvoir des idées

Nous traversons une période de défiance publique à l'égard de l'expertise académique, déclare Jean Tirole, président de TSE. Dans ces extraits de son livre "Économie du bien commun", il soutient que les économistes ont la responsabilité collective de poursuivre leurs efforts de participation aux affaires publiques. Comme le suggère la recherche dans cette édition spéciale, les possibilités pour les économistes d'améliorer les politiques publiques sont plus vastes que jamais.

Le contrat implicite entre le citoyen-contribuable et le chercheur en place depuis 50 ans est de plus en plus souvent mis à l'épreuve. La défiance publique à l'égard de l'expertise universitaire, en particulier dans les domaines concrets tels que l'économie, la médecine, la théorie de l'évolution, les sciences du climat ou la biologie, a été

exacerbée par les erreurs de la communauté scientifique, avec par exemple le non-retrait de médicaments dangereux du marché, ou des fraudes scientifiques impliquant des données inexistantes ou falsifiées. Les économistes ont quant à eux été accusés de ne pas avoir prédit la crise financière de 2008.

Face à ces critiques, la communauté universitaire ne devrait pas s'isoler massivement dans sa "tour d'ivoire". Tandis que certains grands chercheurs n'ont pas l'envie ou les capacités pour participer à la vie publique, d'autres sont bien équipés pour répondre au besoin de voir des experts indépendants s'impliquer dans la société et contribuer aux débats dans les organes de décision et dans les médias.

L'économiste modeste

Faire avancer le savoir relève du devoir de tout chercheur. Dans de nombreux domaines (mathématiques, physique des particules, origines de l'univers), nous devrions un peu moins nous préoccuper de l'application du savoir, et davantage de la découverte de la vérité. Les applications viendront plus tard, souvent de façon inattendue. La recherche guidée uniquement par la soif de connaissance, aussi abstraite soit-elle, est indispensable, même dans les disciplines naturellement proches des applications concrètes. Les chercheurs doivent cependant collaborer pour créer un monde meilleur, ils ne peuvent donc pas refuser, par principe, de s'intéresser aux affaires publiques.

Les économistes doivent par exemple contribuer à l'amélioration des réglementations sectorielles, financières, bancaires et environnementales, ainsi que des lois sur la concurrence ; à l'amélioration de nos politiques monétaires et fiscales ; à la réflexion sur l'organisation de l'Europe ; à la compréhension des mesures pour vaincre la pauvreté dans les pays en développement ; à l'amélioration de l'efficacité et de l'équité des politiques en matière d'éducation et de santé ; à l'anticipation du développement des inégalités (et à la détermination de solutions pour y remédier) ; etc. Ils doivent aussi prendre part aux audiences gouvernementales, interagir avec l'administration et siéger à des commissions techniques.

Les chercheurs doivent collaborer pour créer un monde meilleur, ils ne peuvent pas refuser, par principe, de s'intéresser aux affaires publiques

Les chercheurs ont une obligation vis-à-vis de la société, qui est de prendre position sur des questions auxquelles ils peuvent répondre de par leurs compétences professionnelles. Pour les chercheurs en économie, comme dans toutes les autres disciplines, cela s'avère risqué. Certains domaines ont été approfondis, d'autres très peu. Le savoir évolue, et ce que nous pensons vrai aujourd'hui peut être réévalué demain.

Pour terminer, même s'il existe un consensus professionnel, celui-ci n'est jamais total. Finalement, un chercheur en économie peut, tout au plus, déclarer qu'une option est meilleure qu'une autre dans



l'état actuel des connaissances. De façon similaire, un climatologue peut signaler des zones d'incertitude concernant l'ampleur et les causes du réchauffement climatique, mais peut aussi présenter des scénarios probables étant donné l'état actuel des connaissances.

Nous devons maintenir un équilibre entre modestie et détermination pour convaincre les autres à la fois de l'utilité et des limites de notre savoir

Un professeur de médecine peut de même donner une opinion sur la meilleure façon de traiter un type de cancer ou de maladie dégénérative. Les chercheurs doivent donc maintenir un équilibre délicat entre l'indispensable modestie et la détermination pour convaincre les autres à la fois de l'utilité et des limites du savoir qu'ils ont acquis. Ce n'est pas toujours facile,

car certaines certitudes peuvent être plus faciles à croire.

De l'idée vers la politique

Keynes décrit l'influence des économistes de cette façon : "Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé." Cette vision n'est pas totalement en décalage avec la réalité. Quel que soit leur domaine de recherche, les chercheurs peuvent influencer le débat sur la politique économique et les choix des entreprises de deux façons.

La première façon consiste à s'impliquer. Ceux qui ont de l'énergie à revendre y parviennent, mais il est rare qu'un chercheur puisse à la fois poursuivre ses recherches et participer activement au débat public.

La deuxième façon est indirecte : les économistes employés par des organisations internationales, des ministères ou des

entreprises lisent le travail des universitaires et le mettent à profit. Parfois, ce travail est un article technique publié dans un journal professionnel, parfois c'est une version destinée au grand public.

La nature technique des débats microéconomiques sur la politique concurrentielle, la réglementation prudentielle des banques ou la réglementation des industries de réseaux (télécommunications, ferroviaire, électricité, services postaux) ne doit pas être un obstacle à l'utilisation de ces recherches pour les décisions en matière de politiques. En réalité, le pouvoir décisionnaire dans ces domaines est souvent confié à des autorités indépendantes telles que l'autorité de la concurrence, la banque centrale ou toute autre autorité sectorielle. Ces autorités sont beaucoup moins contraintes politiquement dans leurs choix que les ministères et peuvent plus facilement prendre en compte les connaissances techniques et économiques dans leurs décisions. Depuis le dur constat de Keynes, le passage de l'idée à l'action s'est accéléré. ■



La révolution de la crédibilité

Les récentes avancées en matière d'analyse statistique et d'accès aux données microéconomiques ont facilité l'utilisation des méthodes expérimentales d'évaluation des politiques publiques. Les chercheurs de TSE Sylvain Chabé-Ferret et Nicolas Treich expliquent pourquoi ces techniques de pointe ont accéléré la transformation du domaine de l'économie en une véritable science empirique capable d'améliorer considérablement la transparence et l'évaluation des décisions publiques.

L'évaluation expérimentale d'une politique publique s'appuie sur le même principe que les essais cliniques en médecine : deux groupes sont choisis aléatoirement dans une population, l'un bénéficie de la politique tandis que l'autre joue le rôle de groupe témoin. L'impact de la politique est mesuré en comparant les deux groupes : les bénéficiaires et les non-bénéficiaires de la politique. En pratique, plusieurs types d'interventions randomisées permettent d'adapter les expériences pour les faire correspondre à la politique évaluée.

L'expérimentation doit être vue comme un "processus d'apprentissage continu" avec un système d'évaluation révisé tout au long du cycle de vie de la politique étudiée

Les méthodes quasi-expérimentales se basent sur des données d'observation déjà disponibles pour estimer l'effet d'une politique publique en essayant de s'approcher des conditions expérimentales. Les méthodes quasi-expérimentales sont utiles car elles mobilisent moins de ressources et permettent de contourner les problèmes éthiques, politiques et comportementaux pouvant découler d'une répartition randomisée.

L'exception française

Les méthodes expérimentales sont utilisées depuis longtemps par les agences de réglementation américaines et institutions internationales telles que la Banque mondiale. En France, le développement de ces méthodes pour soutenir la prise de décision publique est bien plus récent et modéré. La progression des expériences semble limitée par de nombreux facteurs tels que les problèmes politiques et éthiques soulevés par la culture française sur la sélection aléatoire d'échantillons et l'accessibilité des données individuelles. Les limites politiques ont été grandement réduites depuis la loi constitutionnelle du 18 mars 2003 qui accorde des dérogations au principe de l'égalité de traitement à des fins expérimentales. Les pièges éthiques ont également été réduits car les universités font appel à des comités d'éthique pour évaluer les projets expérimentaux. Il reste cependant un obstacle : peu de décideurs publics connaissent les différentes possibilités de conception et les nouvelles techniques statistiques.

Apprentissage continu

Les outils d'évaluation des politiques traditionnels sont principalement basés sur des méthodes *ex ante*, telles que l'analyse coût-avantage, via des hypothèses sur les effets escomptés sur l'économie. En



Sylvain Chabé-Ferret
Professeur assistant, TSE-INRA



Nicolas Treich
Professeur TSE-INRA

pratique, l'évaluation *ex ante* est complexe, en particulier pour les politiques sociales (aide au retour à l'emploi, encouragement aux études, réponse aux subventions, etc.) dont les effets escomptés dépendent du facteur humain. Il est difficile d'anticiper les réactions des bénéficiaires car elles varient en fonction de caractéristiques spécifiques à chaque individu.

Ainsi, il est primordial de mener des expériences avec les mesures proposées en les appliquant en premier lieu à de petits groupes. L'expérimentation doit être vue comme un "processus d'apprentissage continu" (Banerjee et Duflo, 2009), avec un système d'évaluation révisé tout au long du cycle de vie de la politique étudiée.



Les méthodes expérimentales ont contribué à la transformation de l'économiste qui conseille, soutient et évalue la politique publique

L'évaluation *ex post* a beaucoup été utilisée dans les domaines du travail, de l'éducation et du développement, où une compréhension approfondie du comportement est essentielle.

L'évaluation *ex ante* a largement été appliquée dans des domaines tels que les transports, l'énergie et l'environnement, où les politiques peuvent avoir d'importants effets macroéconomiques à long terme et la valeur des approches *ex post* est moins claire. Il est par exemple difficile d'imaginer comment simuler les impacts à long terme à l'échelle d'une planète avec ou sans politique climatique. Cependant, de récentes études *ex post* pourraient nous permettre de mieux comprendre les impacts à long terme d'une politique climatique en explorant les liens entre la politique climatique et les émissions de gaz à effet de serre, ou entre les températures et les dommages climatiques.

L'économiste-plombier

L'approche empirique en économie, et en particulier l'évaluation des politiques publiques, n'est pas limitée aux méthodes expérimentales et quasi-expérimentales. Les méthodes économétriques structurelles, qui partent de modèles comportementaux pour prédire les conséquences des interventions publiques, sont également très utiles. Les modèles structurels ont également tiré parti de la révolution de la crédibilité, car leurs prédictions *ex ante* ou basées sur un modèle sont de plus en plus comparées aux observations *ex post*. Ces avancées ont contribué à la trans-

formation de l'économiste qui conseille, soutient et évalue les politiques publiques. Après l'avènement de l'économiste-ingénieur, Esther Duflo constate l'émergence de l'économiste-plombier. Pendant de nombreuses années, les économistes ont principalement guidé les politiques publiques en proposant des principes solides et rigoureux pour évaluer les décisions en matière de politique. Désormais, les économistes s'intéressent aux détails de la mise en œuvre des politiques, en travaillant en amont avec les décideurs pour concevoir l'essai, la mise en œuvre et l'évaluation des alternatives politiques réalisables et crédibles.

Quelle efficacité pour les subventions vertes ?

Dans le cadre de la politique agricole commune européenne, des subventions sont versées aux agriculteurs qui adoptent des pratiques environnementales comme la diversification des cultures ou l'agriculture biologique. De nombreux fermiers recevant les subventions faisaient probablement déjà appel à ces pratiques. Ainsi, l'utilisation du groupe ne recevant pas de subventions en tant que groupe témoin entraînerait une surestimation de l'impact de la politique sur les pratiques environnementales. Dans l'article "How much green for the buck?" (2013), Sylvain Chabé-Ferret et sa co-auteure Julie Subervie se basent plutôt sur la méthode des doubles différences, en comparant les pratiques environnementales des agriculteurs subventionnés et non-subventionnés sur deux périodes, avant et après l'introduction des subventions.



L'article de Sylvain Chabé-Ferret et Nicolas Treich "Evaluation of Public Policies: randomized experimentation and quasi-experimental methods" constitue une introduction accessible aux méthodes expérimentales, et est disponible sur www.tse-fr.eu

Quelle-est la meilleure solution ?

A lors que les recherches de TSE continuent à prendre de l'ampleur, leur rigueur scientifique, les techniques statistiques de pointe et les collaborations internationales produisent de nouveaux résultats avec un éventail intéressant de mises en applications concrètes. Dans l'esprit de Jean Tirole, qui appelle les universitaires à créer un monde meilleur, nous présentons quelques contributions récentes des économistes de TSE dans le cadre de leur recherche de réponses efficaces aux plus grands défis de société.

Patrick Fève,
Pablo Garcia

MACROÉCONOMIE
VENTS CONTRAIRES



"State-dependent risk taking and the transmission of monetary policy shocks", 2018

Les faibles taux d'intérêt dans un climat économique et financier favorable au début des années 2000 ont pu entraîner un excès de confiance à l'égard des agents économiques, contribuant ainsi à la récente crise financière mondiale. Grâce à une nouvelle mesure de la sensibilité au risque, Patrick Fève et Pablo Garcia montrent que le lien entre politique monétaire et prise de risque n'est pas pertinent dans un contexte normal ou de récession, mais qu'il agit comme un amplificateur en stimulant la production pendant les périodes de croissance. Ils indiquent que les cycles d'expansion et de ralentissement peuvent être accentués si la politique monétaire ne va pas activement à contre-courant du marché.

Rodrigo Montes,
Wilfried Sand-Zantman

DILEMME NUMÉRIQUE
LE PRIX DE LA CONFIDENTIALITÉ

"The value of personal information in online markets with endogenous privacy", 2018

Quels sont les effets sur les prix, les bénéfices et les consommateurs d'une utilisation des données des consommateurs par les entreprises pour exercer une discrimination sur les prix, si les consommateurs peuvent s'en protéger en payant un "coût de confidentialité"? Contrairement à un monopoleur, deux entreprises en situation de duopole ne profitent pas forcément d'un coût de confidentialité plus élevé car celui-ci diminue les bénéfices de chaque entreprise et augmente le surplus du consommateur. La stratégie idéale est de vendre les données des consommateurs à une seule entreprise pour maximiser les enjeux pour les acheteurs concurrents. Les inefficacités qui en découlent impliquent que les décideurs politiques devraient plutôt chercher à décourager les accords exclusifs au lieu de s'assurer que les consommateurs peuvent facilement protéger leur confidentialité.



Andrew Rhodes

DURES RÉALITÉS
LES PUBLICITAIRES DOIVENT-ILS SE LAVÉR LES MAINS ?

"False Advertising", 2018

Dans le modèle d'Andrew Rhodes, les décideurs politiques peuvent sanctionner les entreprises qui trompent les consommateurs à propos de leurs produits. Il constate que des sanctions juridiques plus lourdes réduisent la fréquence des publicités mensongères, tout en augmentant leur crédibilité. Cette recherche montre quand et comment les sanctions plus lourdes peuvent réduire le bien-être social. À l'aide de résultats sur la courbe de la demande, elle détermine en particulier des conditions précises à propos des paramètres de la demande et du marché de manière à ce qu'un décideur politique utilise de manière optimale une sanction faible pour autoriser un niveau strictement positif de publicité mensongère.

Helmuth Cremer,
Catarina Goulão
et Kerstin Roeder

SANTÉ
TAXES SUR
LES MATIÈRES GRASSES



"Earmarking and the political support of fat taxes", 2018

Comment pouvons-nous obtenir un soutien politique pour mettre en place des instruments politiques susceptibles d'endiguer la pandémie d'obésité? Helmuth Cremer et Catarina Goulão montrent qu'affecter les recettes fiscales au financement du système de santé et au subventionnement de produits sains peut dynamiser le soutien politique afin de mettre en place une taxe bénéfique sur les matières grasses imposée sur les aliments et boissons trop riches. Cependant, la détermination de cette règle d'affectation s'avère complexe: elle peut impliquer un compromis entre taxe et subvention.

Franck Portier

RÉCESSIONS
HAYEK OU KEYNES?
"Reconciling Hayek's and Keynes Views of Recessions", 2018

Selon Hayek, les gouvernements ne devraient pas dépenser leur argent pour sortir d'une récession, celle-ci étant souvent une période d'ajustement nécessaire suite à un surinvestissement. Pour Keynes, les périodes de récession sont caractérisées par une demande insuffisante et nécessitent une politique fiscale interventionniste. Franck et ses co-auteurs réétudient les récessions dans un contexte de prix flexibles, mais où toutes les opérations ne sont pas coordonnées par des marchés centralisés. Leur modèle suggère que les théories de Keynes et Hayek pourraient être étroitement liées, laissant les décideurs politiques face à un compromis peu agréable: la relance retarde l'ajustement et prolonge la récession, mais les politiques de relance sont tout de même souhaitables lorsque les consommateurs sont trop frileux.



NINA HESTERMANN ET NICOLAS PISTOLESI À PROPOS DE L'ORIENTATION SCOLAIRE

Les étudiants sont-ils sur la bonne voie ?

En France, les universités ne peuvent pas imposer de conditions d'admission et les étudiants sont libres de choisir leur domaine d'étude, mais les taux d'abandon en premier cycle sont extrêmement élevés. Dans leur nouvel article "Does the Provision of Information on their Skills Affect Students' Enrollment Choices?", les chercheurs de TSE Nina Hestermann et Nicolas Pistolessi étudient les réformes du gouvernement destinées à soutenir les étudiants dans leurs choix.

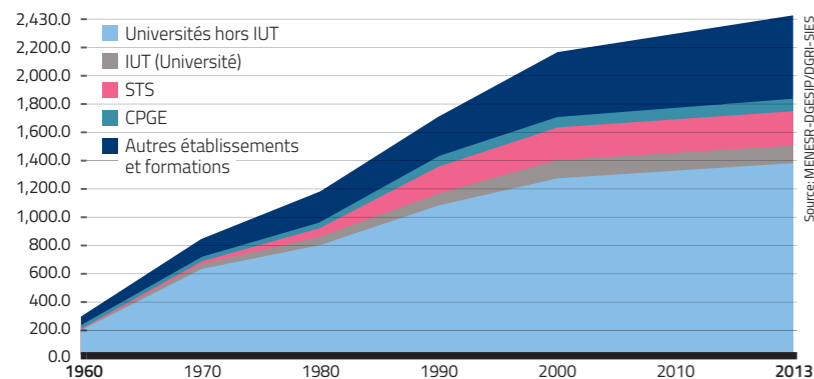
Les étudiants sont de plus en plus nombreux dans les universités françaises. Au cours de la dernière décennie, les inscriptions en faculté de médecine et de droit ont augmenté de 30 et 18 %, respectivement. Encourager la réussite d'un si grand nombre d'étudiants dont les niveaux de

formation sont inégaux est un défi majeur pour le système éducatif français.

Face à cette situation, le gouvernement a adopté un certain nombre de politiques pour augmenter le taux d'obtention des diplômes en premier cycle. Beaucoup d'entre eux choisissent des formations auxquelles ils sont mal préparés, ce qui explique les mauvaises performances, le découragement et le taux d'abandon en résultant. La majorité des étudiants qui n'obtiennent pas leurs examens finaux en première année (environ 50 % de chaque groupe entrant) échouent souvent en raison d'une inadéquation entre les exigences des cours et leurs propres compétences.

De nombreux étudiants choisissent des formations auxquelles ils sont mal préparés, ce qui explique les mauvaises performances, le découragement et le taux d'abandon en résultant

Étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur depuis 1960 (en milliers)
En France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer



Nina Hestermann
Doctorante TSE



Nicolas Pistolessi
Professeur assistant TSE

Une démarche de conseil gratuite

La démarche d'Orientation active instaurée en 2009 permet d'informer les lycéens de leurs chances de réussite dans les filières auxquelles ils envisagent de s'inscrire. La plupart des universités choisissent de faire parvenir aux étudiants un retour écrit sur le diplôme choisi en fonction de leurs notes

et leur lettre de motivation. Ces recommandations n'étant pas obligatoires, il est primordial pour les universités et décideurs politiques d'évaluer dans quelle mesure les futurs étudiants prennent en compte ce retour lorsqu'ils choisissent leur université, en particulier s'agissant des étudiants les plus faibles, qui ont le plus de chances d'échouer.

Les résultats des chercheurs montrent que les candidats les plus faibles changent d'avis lorsqu'ils sont conseillés sur leurs choix d'orientation

L'article de Nina Hestermann et Nicolas Pistolessi se concentre sur les étudiants encouragés à modifier leurs choix en matière d'orientation car leurs compétences, notamment en mathématiques et raisonnement abstrait, sont insuffisantes pour obtenir le diplôme. Les données utilisées proviennent des départements d'une grande université française, l'un ayant choisi de fournir aux futurs étudiants le retour précédemment présenté, à l'inverse des autres départements. Les chercheurs ont donc tiré parti de cette expérience naturelle pour comparer les taux d'inscription des différents départements avant et après la mise en œuvre de la politique de conseil, obtenant ainsi une estimation de l'effet de causalité de la politique.

Changement de cap

Les chercheurs constatent que la réception d'un retour négatif réduit le taux d'inscription des étudiants au diplôme de 7 points de pourcentage. Cette chute est une conséquence notable si on la compare à la probabilité moyenne d'inscription de 35 % avant la mise en œuvre de cette politique. Cela montre que les candidats les plus faibles, qui sont peut-être également les moins informés des exigences du diplôme, modifient leur choix lorsqu'ils sont conseillés. En d'autres termes, la démarche d'orientation active semble réduire les inadéquations entre étudiants et diplômes universitaires.



L'impact de l'effet de dissuasion entraîné par un retour négatif varie selon les diplômes concernés et n'est pas toujours significatif au seuil de 10 %. L'effet est d'autant plus important sur les étudiants vivant dans la même région que l'université choisie, et sur ceux dont la spécialisation au lycée correspond moins au domaine du diplôme visé.

Les différentes approches peuvent considérablement modifier l'ampleur de l'effet. Une étude parallèle menée en 2016 par Nicolas Pistolessi utilise les mêmes données en se basant sur une note en mathématiques en dessous de laquelle le personnel de l'université doit émettre des réserves vis-à-vis du choix de l'étudiant. Cela lui permet de comparer les décisions des étudiants dont les notes sont juste en dessous et juste au-dessus du seuil. Mis à part les conseils qu'ils reçoivent, ces deux groupes sont très similaires. Dans ce contexte, le retour négatif diminue la probabilité d'inscription d'environ 14 points

de pourcentage. La différence de résultats entre les deux études suggère que les étudiants dont les notes avoisinent le seuil ont plus tendance à modifier leur décision après un retour négatif.

Anticipation

Nina Hestermann et Nicolas Pistolessi souhaitent examiner plus en profondeur l'efficacité de la politique de conseil, en se penchant sur l'orientation des étudiants qui changent d'avis. Ils veulent également étudier les potentielles évolutions des taux d'abandon après la première année, en prenant en compte les notes moyennes pour les examens de première année ou les taux d'obtention des diplômes après trois ans. Pour évaluer la démarche d'orientation active, il est essentiel de déterminer si elle permet aux étudiants d'obtenir de meilleurs résultats, et si les étudiants qui ignorent le retour négatif sont moins bons dans leurs études futures.

Décisions éclairées

De récentes études montrent qu'une amélioration des décisions en matière d'éducation est possible grâce à davantage d'informations. Jensen (2010) indique que les élèves de quatrième en République Dominicaine étudient plus longtemps s'ils sont informés des véritables bénéfices de l'éducation. En parallèle, Bettinger (2012) indique que les étudiants de milieux défavorisés qui bénéficient d'une aide pour effectuer des demandes de bourses montrent de meilleurs taux de présence et de persévérance à l'université. Étonnamment, les bénéfices se transmettent d'une génération à l'autre : les taux d'obtention de diplôme sur deux ans augmentent de 8 points de pourcentage parmi les enfants des premiers participants à l'étude.

MICHEL PÉBEREAU ET NICHOLAS RAWLINS SUR LE FUTUR DE TSE

Campagne TSE : 'Toulous e talent – Global Impact'



Michel Pébereau



Pr. Nicholas Rawlins

Michel Pébereau

Président honoraire de BNP Paribas et Président de BNP Paribas Corporate Foundation

Président du Conseil d'administration de la Fondation Jean-Jacques Laffont - Toulouse School of Economics

Président de la campagne 'Toulouse talent - Global Impact'

Pr. Nicholas Rawlins

Vice-président International & Développement

Professeur de psychologie

TSE est une aventure unique imaginée il y a 40 ans par un visionnaire, Jean-Jacques Laffont. En 2007, une exceptionnelle initiative commune publique et privée a donné naissance à la Fondation Jean-Jacques Laffont et à la marque TSE, pour un investissement total de 80 millions d'euros. Le succès du financement de cette première campagne, dirigée par Michel Pébereau, Président de BNP Paribas, rompt de façon audacieuse avec le double mode français basé exclusivement sur le financement public pour la recherche académique et les dépenses à court terme.

Dix ans après le succès de ce financement, une seconde campagne est en cours. Michel Pébereau, Président de la campagne TSE et le Pr. Nicholas Rawlins, nouveau Vice-président International & Développement de TSE nous parlent de cette nouvelle campagne et de la raison de son lancement, qui rassemble tous ceux convaincus du Global Impact des talents de TSE.

Qu'est-ce qui vous a poussé à participer à la campagne de financement de TSE ?

MP : Avec l'arrivée d'une économie mondiale du savoir, il est important de soutenir des institutions comme TSE. La recherche académique est un formidable moteur d'innovation pour tous les acteurs économiques et leur rôle dans le débat public. À sa façon, TSE contribue à la compétitivité économique de la France et joue un rôle essentiel dans la formation des grands économistes de demain.

NR : Le projet TSE est vraiment intéressant. Il regroupe quelques-uns des travaux universitaires en économie les plus remarquables au monde, sur les problèmes, les applications et les politiques dans le monde réel, sans oublier la richesse des contributions pluridisciplinaires issues des Sciences humaines et naturelles, bien au-delà de ce que les seules Sciences sociales peuvent accomplir. Les individus, et ce qu'ils font, sont donc de premier ordre. L'objectif est désormais de fournir à TSE et l'IAST les ressources nécessaires pour poursuivre le développement de ce projet : laisser la théorie et l'expérimentation aller aussi loin que les données le permettent, en faisant appel aux outils d'analyse les plus performants

À sa façon, TSE contribue à la compétitivité économique de la France et joue un rôle essentiel dans la formation des grands économistes de demain

et en formant les grands économistes de demain. C'est à la fois passionnant et utile. Et aussi amusant.

Pourquoi une seconde campagne ?

MP : Cette campagne est stratégique pour TSE car son objectif principal est d'apporter les moyens financiers supplémentaires pour rivaliser avec les meilleures institutions sur le marché mondial actuel. Nous devons créer un environnement attractif et compétitif qui attirera les meilleurs talents du monde chez TSE.

NR : La campagne Toulouse Talent – Global Impact a trois priorités : attirer et garder les talents en finançant des chaires professorales et des activités de recherche dotées, éduquer les jeunes talents et investir dans des installations de pointe. L'accent mis sur le fonds de dotation signifie que nous



souhaitons continuer à assurer le financement sur le long terme. Cette seconde campagne ne concerne pas uniquement le présent ou l'avenir proche de TSE, c'est un grand pas en avant pour nos successeurs.

Quels sont les résultats de cette campagne pour le moment ?

MP : La campagne est officiellement lancée depuis 2016 et continuera jusqu'en 2020. Grâce à la première campagne, nous avons créé la TSE Partners Association. Un groupe d'une douzaine de grands donateurs a déjà rassemblé plus de la moitié de notre objectif de 50 millions d'euros en un an.

NR : Les soutiens proviennent principalement d'entreprises et d'entités françaises pour le moment (une seule exception – voir page 24). Nous recherchons désormais des soutiens individuels et internationaux, ce qui est normal vu notre statut d'institution mondiale. Des étudiants de 90 nationalités se croisent sur le campus, et on trouve autant de français que d'étrangers parmi le corps professoral et les

étudiants. Nous avons déjà reçu des dons des États-Unis, quelques mois après avoir créé American Friends of TSE. En outre, la Fondation Jean-Jacques Laffont peut également compter sur le Transnational Giving Europe Network, un réseau d'institutions philanthropiques prestigieuses qui collaborent dans le monde pour favoriser les dons en Europe et regroupe 19 pays (Belgique, Angleterre, Allemagne, Suisse, etc.).

Qui sont les donateurs et pourquoi soutiennent-ils TSE ?

MP : En termes de Partenaires, nos soutiens proviennent principalement des secteurs de la finance et de l'investissement (Axa, Banque de France, BNP Paribas, Caisse des Dépôts, Crédit Agricole), du secteur de l'économie en réseau (La Poste, Orange) ou du secteur de l'énergie (EDF, Engie, Total). Il y a quelques mois, la fondation a également reçu un solide soutien de la part du groupe toulousain Airbus. BNP Paribas est fière de soutenir TSE depuis ses premiers jours, car elle apporte des informations

vitales et une meilleure compréhension de l'économie de marché au grand public.

NR : Les donateurs individuels ont leurs propres motivations. Certains sont probablement d'anciens étudiants qui veulent aider leurs propres successeurs ou honorer leurs professeurs. D'autres viennent de réseaux amicaux et familiaux plus étendus, comme M^{me} Noëlle Meyer qui a réalisé un don généreux en mémoire de son mari Georges Meyer, ou de personnes qui admirent le travail réalisé ici. On trouve également des fondations qui voient TSE comme le meilleur moyen de faire progresser leurs objectifs caritatifs (la Sloan Foundation en fait déjà partie).

Pourquoi la campagne TSE est-elle unique ?

MP : Ce qui rend cette campagne si unique, c'est la nature d'une grande partie du financement : le fonds de dotation. Seuls les revenus générés par le fonds sont utilisés pour financer les programmes. L'idéal est qu'un jour, ce fonds puisse générer ●●●



••• des revenus suffisants pour subvenir à tous les besoins de TSE qui ne sont pas couverts par d'autres types de financements, comme le financement public ou les contrats de recherche. TSE pourra alors tester rapidement de nouvelles idées et développer des programmes pilotes. C'est crucial si nous voulons être réactifs et réellement novateurs.

Cette campagne est stratégique pour TSE car son objectif principal est d'apporter les moyens financiers supplémentaires pour rivaliser avec les meilleures institutions sur le marché mondial actuel

NR: L'implication de Jean Tirole est immensément bénéfique pour cette campagne, mais la réussite sera le fruit d'un travail d'équipe. L'impact de TSE et de l'IAST est lié à nos chercheurs, nos étudiants et notre personnel, et aussi à leurs interactions entre eux et avec le monde entier. Même si l'économie restera au cœur de notre activité, TSE a reconnu que la recherche interdisciplinaire est cruciale pour répondre à certaines questions complexes autour du comportement humain. L'IAST développe cette capacité vitale.

Quels types de dons la Fondation Jean-Jacques Laffont - TSE peut-elle recevoir ?

MP: La Fondation Jean-Jacques Laffont - TSE est une fondation de coopération scientifique qui bénéficie des mêmes privilèges qu'une fondation reconnue d'utilité

publique. Ce statut permet à la Fondation de recevoir des legs et autres dons. Ils peuvent être à visée générale ou destinés à un projet spécifique. Je souhaiterais d'ailleurs mentionner que les donateurs de la fondation peuvent bénéficier d'un régime fiscal préférentiel qui a un effet levier sur le montant des dons. La Fondation Jean-Jacques Laffont - TSE pourrait également abriter les fondations créées via d'importantes contributions de la part de grands donateurs. Les routes vers le développement philanthropique sont nombreuses!

Pourquoi est-il important d'impliquer les chercheurs et les étudiants de TSE dans cette campagne ?

NR: Je considère souvent les bureaux de développement comme des interfaces entre ceux dont le travail sera soutenu et ceux qui veulent ou peuvent apporter ce soutien. Le rôle clé consiste à établir les bonnes connexions entre ces deux parties. Un bon bureau de développement représente loyalement les chercheurs et leurs

recherches dans le monde, mais pas seulement. Ce qui inspire véritablement les donateurs, c'est l'enthousiasme, la connaissance et l'engagement des chercheurs, des professeurs les plus reconnus aux tout derniers étudiants chercheurs, qui deviendront peut-être les stars de demain. Ce sont les histoires qu'eux seuls peuvent raconter. À un niveau différent, il est primordial pour n'importe quelle campagne de proposer ce que les gens recherchent réellement!

Que peut-on apprendre des universités britanniques telles qu'Oxford et Cambridge, qui attirent depuis longtemps des dons à travers leurs fondations universitaires ?

NR: Je pense qu'il est fondamental d'établir des relations durables entre l'institution et ses soutiens. Les gens donnent pour de nombreuses raisons, mais ils le font principalement parce qu'ils veulent faire partie de l'histoire racontée par l'institution, et savoir que leur contribution fait la différence dans un projet qui compte. Il est important de garder contact, de montrer notre gratitude de façon appropriée, et de ne jamais considérer que les dons de nos amis et soutiens vont de soi.

Bourses d'étude

La Fondation Jean-Jacques Laffont – TSE et l'Association Jean-Jacques Laffont soutiennent des étudiants prometteurs en finançant des bourses d'étude pour des masters et des doctorats.

« Après mon diplôme d'économie à l'Université française de Hô-Chi-Minh-Ville, j'ai voulu poursuivre mes études à la Toulouse School of Economics. La bourse d'étude Jean-Jacques Laffont qui m'a été attribuée a été un facteur décisif dans ma décision de venir à Toulouse. »



Anh Nguyen, M2 Théorie Économique et Économétrie TSE, 2018 – 2019

« La bourse d'étude Jean-Jacques Laffont m'a donné l'opportunité d'être plongée dans un environnement de recherche de haut niveau qui m'a convaincue de poursuivre mes études par un doctorat, à TSE. »



Karen Trujillo Jara, M2 Politique Publique et Développement (Master International)



Vous souhaitez soutenir ou en savoir plus sur notre campagne ? Rendez-vous sur : tse-fr.eu/campaign

BAILLIE GIFFORD SUR TSE ET LE FUTUR DE L'INVESTISSEMENT

Un intérêt commun



Thomas Coutts



Milena Mileva

Thomas Coutts

Associé
Baillie Gifford & Co

Milena Mileva

Co-manager du fonds UK Growth
Baillie Gifford & Co

Baillie Gifford est l'une des entreprises d'investissement les plus performantes du Royaume-Uni. Fondé en 1908 à Edimbourg, le fonds gère aujourd'hui près de 200 milliards de livres. En 2018 Baillie Gifford a décidé de soutenir le centre Finance Durable de TSE. À cette occasion, Thomas Coutts, associé chez Baillie Gifford, et Milena Mileva, co-manager du fonds de croissance Royaume-Uni de l'entreprise, sont venus à Toulouse formaliser ce nouveau partenariat. Ils expliquent à TSE Mag l'importance de l'analyse économique pour leur activité et leur vision des évolutions de l'investissement.

Qu'est-ce qui différencie Baillie Gifford d'autres sociétés de gestion de placements ?

Thomas Coutts : Le fait que nous soyons une société privée, détenue par 44 personnes qui travaillent dans le secteur, ce qui veut dire que nous disposons d'un mécanisme de transmission de propriété d'une génération à l'autre.

En plus de cela, nous voyons les choses à très long terme, et évitons de nombreux problèmes des marchés financiers essentiellement dus à des perspectives à court terme.

Cela fait 19 ans que je travaille pour Baillie Gifford, et j'en suis à peu près à la moitié de ma carrière.

Milena Mileva : Cela fait 10 ans que je travaille pour Baillie Gifford, soit un tiers de ma carrière.

TC : Je pense que la structure du partenariat est cruciale.

Pouvez-vous me parler de la culture d'entreprise chez Baillie Gifford ? Qu'est-ce qui la rend spéciale ?

MM : Certainement son approche à long terme. Nous avons une perspective à long terme, ce qui signifie que nous gérons l'argent de nos clients sur la durée et que, selon moi, nous prenons également soin de nos collaborateurs sur le long terme. Nous appliquons systématiquement cette philosophie, à la

fois en interne et dans la façon dont nous nous organisons et investissons.

TC : C'est bien que tu le mentionnes, il est vrai que nous essayons de gérer les individus de la bonne façon et de les considérer en tant qu'êtres humains.

Diriez-vous que vous avez trouvé le poste de vos rêves ?

MM : Oui, sans l'ombre d'un doute.

TC : Ce n'est pas le travail que je pensais faire quand j'avais 10 ans, c'est sûr ! Mais oui, je pense que c'est un poste très stimulant intellectuellement parlant, on travaille avec des personnes intéressantes, on rencontre des gens fascinants du monde entier et issus de différents environnements. Ce n'est pas comme si nous sauvions des vies, mais nous améliorons le bien-être financier de nos clients, et nous faisons du bon travail. Nous avons un but, du moins dans notre façon de faire les choses. Je ne dirais pas que c'est le cas du secteur dans sa globalité.

Selon vous, pourquoi êtes-vous si bons dans votre travail ?

MM : "S'intéresser au monde" est notre slogan chez Baillie Gifford, et je pense que c'est vrai. Selon moi, nous recrutons des individus très curieux de savoir comment fonctionnent les choses, et je suis l'un d'entre eux. J'ai toujours aimé résoudre des casse-tête, de tous types.

TC : Certainement un sens des perspectives et de l'équilibre des choses, le fait d'essayer de trouver des solutions pour certains points dans un dossier d'investissement. Je pense nos activités dans un contexte social vaste plutôt qu'à travers l'objectif étroit de l'industrie financière, et j'espère que cela me permet d'être meilleur dans ce que je fais.

Je ne savais pas ce que je voulais faire quand j'étais étudiant. J'ai été professeur pendant un an, puis j'ai travaillé pour une maison d'édition dans le domaine financier pendant quelque temps, avant d'arriver dans le secteur de l'investissement. J'ai réalisé par le biais de la maison d'édition que le travail paraissait intéressant, était assez centré sur la recherche, et me plaisait.

Nous avons lu des ouvrages écrits par des personnes travaillant à TSE, comme Jean Tirole et Christian Gollier, et nous avons remarqué un intérêt commun avec des sujets qui nous intéressaient nous aussi

MM : Je pense que la modestie joue beaucoup, sur le plan professionnel comme personnel. C'est bien d'avoir beaucoup d'ambition, vouloir se développer et s'améliorer, mais il faut rester humble. Pour nous, c'est crucial, car nous gérons les actifs des clients et investissons aux côtés de personnes qui dirigent des entreprises. C'est quelque chose d'important.

TC : Oui, je suis d'accord vis-à-vis de l'apprentissage, c'est toute la beauté du métier de pouvoir s'améliorer chaque jour. On peut toujours en apprendre plus : examiner plus d'entreprises, lire plus de livres, suivre plus de chercheurs, comprendre plus d'activités, en découvrir davantage sur vous-même.

Lorsque vous recherchez une institution, une personne, une entreprise... à soutenir



financièrement, utilisez-vous la même méthode que si vous recherchez une entreprise dans laquelle investir ?

TC : Oui, probablement. C'est une très bonne question. Lorsque nous recherchons des entreprises, nous recherchons une culture de l'excellence, des perspectives de croissance à long terme, et des personnes fiables. Je pense qu'on retrouve ces éléments à TSE. L'aspect de croissance à long terme est certes différent, mais on peut la considérer autrement que comme une croissance des revenus, comme nous le ferions dans les entreprises dans lesquelles nous investissons.

Comme l'a dit Milena, nous recherchons une culture avec un intérêt pour le monde, l'envie de confronter l'univers théorique de l'économie et de la finance aux problèmes réels et de proposer des solutions à ces problèmes. Cette rencontre entre la pratique et la théorie me fascine, et elle est très pertinente par rapport à notre activité.

Qu'est-ce qui vous a attiré à TSE ?

TC : Le travail de vos chercheurs, qui est selon moi à la fois intéressant en soi et très pertinent vis-à-vis du monde. Nous avons lu des ouvrages écrits par des personnes travaillant à TSE, comme Jean Tirole et Christian Gollier, puis quelques articles, et nous avons remarqué un intérêt commun avec des sujets qui nous intéressaient

nous aussi. J'ai donc établi le contact et vu que cela se confirmait. Un travail formidable est effectué ici, et nous sommes ravis d'y apporter notre soutien.

MM : Selon moi, aujourd'hui en particulier, ce type d'approche interdisciplinaire même dans le domaine de l'économie en tant que tel, avec ses diverses sous-disciplines, peut être très isolé, et ces personnes semblent être soudées, ce qui doit être une force.

Comment la recherche sur la finance durable peut-elle être bénéfique pour une entreprise telle que Baillie Gifford ?

TC : Nous devons rester pertinents par rapport aux besoins de nos clients, et nos clients sont les représentants de la société au sens large. Je pense que trop souvent dans le secteur financier, les gens se considèrent à l'écart du reste du monde. Vous faites votre travail dans l'univers de la finance, puis vous quittez le bureau et débarquez dans le "monde normal" si je peux l'appeler comme cela, la société dans laquelle vous vivez, mais les deux ne sont pas pensés ensemble. Pour moi, cette séparation mentale n'est ni naturelle, ni saine.

Si vous avez une perspective à long terme en matière d'investissement, tout comme nous, vous devez également penser à la durabilité au sens large des entreprises ...



Tom Coutts et Milena Mileva de Baillie Gifford avec Christian Gollier (TSE-UTC) et Sébastien Pouget (TSE-UTC)

... que vous détenez pour le compte de vos clients. La nature de leur relation avec leurs clients, leur façon de traiter leurs salariés et fournisseurs, et finalement, leur manière de s'intégrer à la société dans laquelle elles existent.

MM: Comme nos clients voient sur le très long terme, par exemple les fonds de pension, il faut également penser à leurs bénéficiaires et aux générations futures.

Envisagez-vous des investissements durables, actuellement ou à l'avenir ?

TC: Oui, au sens large comme nous venons de l'évoquer, avec une perspective à long terme, il faut penser à la durabilité des entreprises dans lesquelles nous investissons. De façon plus restreinte, nous avons une stratégie appelée Positive Change (Le changement positif), mise en place il y a deux ans suite à la proposition d'un jeune collaborateur. C'est une stratégie à doubles objectifs, équivalents en termes d'importance: l'un consiste à obtenir de bons retours sur investissements à long terme, et l'autre vise à avoir un impact social positif à travers les entreprises dans lesquelles nous investissons. Cette stratégie est en place depuis 18 mois maintenant, et elle a suscité beaucoup

d'intérêt, en interne comme en externe. Nous avons déjà beaucoup appris, et je pense que nous ferons beaucoup plus de choses similaires dans les années à venir.

Pouvez-vous nous nommer quelques grandes tendances actuelles de l'investissement ?

MM: Il existe une multitude d'évolutions technologiques passionnantes, mais je suis sûre que vous auriez pu poser la question il y a 50 ans et obtenir la même réponse, donc je ne sais pas vraiment. Les tendances en matière d'investissement peuvent être dangereuses.

TC: Je préférerais dire qu'il existe des tendances dans le monde qui impactent notre façon d'investir. L'une d'entre elles est le maintien de la rapidité des évolutions technologiques et les opportunités qui s'ouvrent dans divers secteurs. Les deux impliquent croissance, développement de nouvelles entreprises et, comme le décrivait Schumpeter, un processus de destruction créatrice.

MM: Pour finalement augmenter la productivité dans la société.

TC: Une autre tendance serait la réémergence de la Chine, qui dure depuis presque

40 ans. C'est désormais la deuxième plus grande économie mondiale, et elle dépassera selon toute probabilité les États-Unis d'ici 10 ans. Mais c'est une tendance générale, qui devrait perdurer sur les 20 à 30 prochaines années, au moins pendant le reste de ma carrière.

En ce qui concerne les tendances plus limitées en matière d'investissement, on peut parler de la fintech, un nom un peu général pour désigner tout un éventail de choses intéressantes.

MM: Nous sommes également passionnés par la forte progression de l'investissement passif. Par opposition, nous sommes des investisseurs actifs. Nous encourageons les individus à débattre de manière nuancée des avantages des deux approches, mais nous mettons en garde contre l'idée que le meilleur moyen d'investir est de simplement imiter les autres. Comme l'a expliqué Tom, nous pensons que beaucoup de choses posent problème dans notre secteur, comme sa structure de coût, mais qu'il y a également des pièges dans l'investissement passif, en particulier lorsqu'il s'agit de certaines considérations sociales plus vastes que nous avons abordées. Nous pensons qu'un débat vaste, profond et éclairé sur ces problèmes est nécessaire. ■

Quel est le plus grand obstacle à l'efficacité des politiques publiques ?

1. Manque de communication
2. Manque de démocratie
3. Manque d'évaluation
4. Manque de transparence

DONNEZ VOTRE AVIS SUR DEBATE.TSE-FR.EU



RÉSULTATS DE NOS DERNIERS SONDAGES :

52 %

pensent que la blockchain représente le futur de la finance

88 %

de nos lecteurs pensent que l'Europe de demain sera fédérale

80 %

souhaitent une plus forte régulation de l'industrie agroalimentaire

78%

sont inquiets de l'utilisation de leurs données personnelles par des entreprises

Les recruteurs font confiance aux diplômés TSE

93%

ont trouvé un emploi 3 à 6 mois
après leur diplôme

DIPLÔMÉS
2017



64%

ont signé leur contrat
d'embauche avant
la remise des
diplômes

96%



jugent que leur emploi
correspond à leur
leur formation



40%

trouvent un emploi
à l'étranger



72%
sont en CDI



86%

occupent
un poste de cadre
ou assimilé



PRINCIPAUX RECRUTEURS

Airbus, Banque Mondiale,
BNP Paribas, Capgemini,
Compass Lexecon, Deloitte, EY,
Groupe PSA, Lincoln, Nations Unies,
NERA Economic Consulting, OCDE,
Paris Aéroport, Société Générale, ...

Résultats de
l'enquête menée
auprès des diplômés
de master 2, 6 mois après
leur entrée dans la vie active
(1^{er} mars 2018)

“Je n’en serais pas où j’en suis aujourd’hui sans TSE”

Les diplômés de TSE nous livrent leur vision de leur domaine d'activité et de ses évolutions. Leurs différents témoignages illustrent la pertinence de la stratégie d'enseignement de TSE ainsi que la demande croissante des entreprises et institutions pour des Data Scientists accomplis.

“L'image de marque de TSE a été un facteur déterminant pour mon recrutement. Elle est extrêmement positive et il y a en ce moment un manque de candidats avec une excellente connaissance statistique et des connaissances de programmation. Le Machine Learning et l'intelligence artificielle vont très certainement devenir des champs d'action clés pour les data scientists de demain.”

Romain Ledoux - Consultant - Ernst & Young
ÉCONOMIE ET DROIT

“Dans mon domaine, la versatilité est la compétence la plus recherchée. Au cours de mon Master, j'ai acquis des connaissances et des capacités que j'utilise tous les jours, y compris l'analyse de n'importe quelle problématique en intégrant une vision globale.”

Etienne Feutren - Ingénieur - CITEPA
(Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique)
ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES

“À TSE, j'ai développé des connaissances d'analyse et d'interprétation des données qui m'ont permis de comprendre et commenter précisément des résultats de différentes enquêtes. Le diplôme de TSE est très apprécié à la Banque Mondiale.”

Aram Gassama - Coordinatrice de terrain - World Bank
POLITIQUE PUBLIQUE ET DÉVELOPPEMENT

“Il y a aujourd'hui une forte demande pour des solutions d'utilisation des données. L'approche combinée de mon master par la théorie et les projets concrets m'ont permis de développer d'excellentes connaissances de codage ainsi qu'une bonne compréhension de la théorie économique. Je n'en serais pas où j'en suis aujourd'hui sans TSE.”

José Alvarez - Consultant - Deloitte
ÉCONOMÉTRIE ET ÉCONOMIE EMPIRIQUE



“Ce master offre une formation parfaite pour les emplois en lien avec la régulation, où les économistes et statisticiens avec de solides connaissances en informatique et programmation sont très demandés. Les entreprises embauchent de plus en plus de data scientists.”

Vincent Claraz - Économiste - ARAFER
(Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières)
ÉCONOMIE ET ORGANISATION DE MARCHÉ



“Les cours d'économie industrielle à TSE m'ont profondément aidée à comprendre l'industrie des télécommunications à l'ère du numérique. TSE est très reconnue par les autorités de régulation.”

Hélène Bout - Analyse économique et Intelligence numérique - ARCEP
(Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes)
ÉCONOMIE ET ORGANISATION DE MARCHÉ



“La façon dont les gens travaillent dans le milieu de la finance évolue vers plus de collaboration et d'adaptabilité. Les cours de TSE m'ont donné les outils et la méthodologie pour assurer avec succès mon travail aujourd'hui.”

Emilien Simioni - Développement commercial - Binck Bank
FINANCE



“Les outils d'analyse statistique que j'ai appris à maîtriser à TSE m'ont été d'une immense aide. Dans mon domaine, les doctorants sont très appréciés et recherchés ainsi que la connaissance des techniques d'analyse quantitative et de bonnes capacités d'écriture. Les candidats de demain seront très certainement recrutés pour leur capacité à apporter des solutions et leur esprit critique.”

Joaquin Urgel - Consultant - OECD
POLITIQUE PUBLIQUE ET DÉVELOPPEMENT



“Mon travail évolue constamment, notamment au travers des techniques de traitement des Big data et du machine-learning. Les effectifs de data scientists dans tous les départements grandissent rapidement. Les connaissances que j'ai acquises à TSE me permettent de faire face à de nombreux défis, y compris ceux qui ne sont pas de nature statistique.”

Johnatan Vincent - Inspecteur - Société Générale
STATISTIQUES ET ÉCONOMÉTRIE

BONNE ANNÉE ET MEILLEURS VOEUX
DE TOUTE LA COMMUNAUTÉ TSE

2019



“EN SEPTEMBRE PROCHAIN,
C'EST LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE
AVENTURE POUR TSE...”